Suite à l’incident ayant eu lieu au lycée Edouard-Branly de Créteil et les réactions médiatiques qui ont suivi (lire ci-dessous notre précédent communiqué), Nicole Belloubet, Jean-Michel Blanquer et Christophe Castaner, respectivement ministres de la Justice, de l’Education nationale et de l’Intérieur, ont annoncé une série de mesures le vendredi 26 octobre.

Sans surprise, il n’était pas question de revenir sur les suppressions de poste, sur les dotations insuffisantes en personnel médico-social, sur la suppression des aides aux associations de quartier ou, pourquoi pas, sur les inégalités et les violences induites par le capitalisme.

Au lieu de cela, de la répression, de la répression et encore de la répression : ouverture de centres éducatifs fermés, des « centres d’accueil de jour » potentiellement encadrés par des militaires ou des policier·e·s, le renforcement des Equipes mobiles de sécurité (EMS), cow-boys des rectorats… Autant de mesures parfaitement inefficaces lorsqu’il s’agit de construire un climat serein permettant de travailler à l’émancipation individuelle et collective de nos élèves.

Cerise sur le gâteau, le gouvernement nous promet l’augmentation de la présence policière dans nos établissements. Cela n’est pas nouveau, depuis 1982, les conventions se multiplient entre l’Education nationale, l’armée et la police. La circulaire du 16 août 2006 instaurait des références « police / gendarmerie » pour chaque école. Depuis cette année, à Nice, ville du très droitier Christian Estrosi, une permanence policière peut être assurée dans les écoles primaires…

La CNT Education réaffirme son opposition à toute présence policière sur nos lieux de travail, que nous partageons avec une jeunesse déjà trop souvent confrontée aux abus des forces de police. Nous n’acceptons pas d’abandonner notre mission d’éducation pour satisfaire, à peu de frais, les besoins électoraux d’un gouvernement multipliant les coups aux classes populaires.

La réponse aux problèmes rencontrés dans nos établissements sera éducative, pas répressive.

C’est pourquoi la CNT Education appelle l’ensemble de nos collègues à :

signifier leur refus de la présence de policier·e·s et de militaires au sein de nos écoles ;

à arrêter de travailler en cas de présence de policier·e·s et de militaires ;
à favoriser les discussions entre collègues pour trouver, ensemble, des initiatives pédagogiques et éducatives afin de permettre à chacun·e de construire les conditions de son émancipation.